

<http://www.pressegauche.org/UN-DISCOURS-MANIPULATEUR>



UN DISCOURS MANIPULATEUR

- Opinions -

Date de mise en ligne : dimanche 9 septembre 2018

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Périodiquement, on refait le procès des babyboomers. Depuis au moins le milieu des années 1980, divers textes paraissent dans les journaux et de multiples propos sont tenus à la radio et à la télévision (sans oublier bien des blogues) les rendent responsables de la plupart des problèmes et obstacles (surtout économiques) qui se dressent sur la route des générations plus jeunes. L'anti-babyboomerisme a acquis le statut d'idée reçue tant elle est devenue diffuse. Elle semble aller de soi.

C'est ainsi que naissent et se répandent les mensonges historiques. Il faut avant tout replacer les choses en contexte pour y voir plus clair.

On qualifie les boomers et les boomeuses d'anciens enfants gâtés, de contestataires de pacotille qui auraient depuis renié leurs idéaux de jeunesse, et aussi monopolisé tous les bons emplois (en particulier dans la fonction publique et parabublique), refoulant ainsi les jeunes (la fameuse « génération X » des années 1980) vers le chômage et les petits boulots mal rémunérés ; ils siphonneraient aussi les finances de l'État, contraignant ainsi les gouvernements à couper dans leurs budgets. Bref, des parasites de première catégorie !

Si beaucoup de politiciens et de commentateurs continuent sur cette lancée, on peut prévoir (et redouter) des accusations contre les boomers retraités et toujours plus âgés de saigner une fois de plus les budgets de l'État, plus particulièrement ceux du ministère de la Santé et des services sociaux. La tentation sera forte pour les politiciens de continuer à les présenter comme un poids pour une société vieillissante.

Ce discours n'est pas innocent, en dépit des accents vertueux et humoristiques dont il se pare. Il couvre des intérêts précis, surtout économiques et financiers.

CLASSE D'ÂGE ET CLASSES SOCIALES

La question de la place des boomers et des boomeuses dans la société recoupe deux dimensions : celle la classe d'âge et celle de la classe sociale, qu'il faut éviter de confondre.

Même sur le premier plan (celui de la classe d'âge), les boomers et les boomeuses ne présentent aucune homogénéité. On pourrait distinguer parmi eux sommairement trois segments : le premier regroupe les boomers ayant vu le jour entre 1944 et 1949 environ, le second ceux et celles nés entre 1950 et 1955 et le troisième ceux venus au monde entre 1955 et 1960. Après, viennent les effectifs de la fameuse « génération X » apparus à partir de 1961. Bien sûr, cette catégorisation est relative mais elle présente l'avantage d'opérer des distinctions essentielles dans un groupe social qui n'a rien d'un bloc.

Sur le plan économique, ce sont les représentants (du moins certains d'entre eux et d'entre elles) nés entre 1944 et 1949 qui ont tiré le meilleur parti de la prospérité de ce qu'on a appelé « Les Trente glorieuses », étant arrivés sur le marché du travail au milieu et à la fin de la décennie 1960, ou au tout début des années 1970. Première génération massivement scolarisée, plusieurs d'entre eux et d'entre elles se sont engouffrés dans la fonction publique et parabublique, profitant des réformes de la Révolution tranquille.

Les membres du second segment (1950-1955) ont connu plus de difficultés à se dénicher un boulot correspondant à leurs qualifications. En effet, ils ont débouché sur le marché du travail vers le milieu des années 1970, à une époque où l'économie ralentissait en raison du choc pétrolier de 1974, de l'inflation galopante et des premières mesures restrictives adoptées par les gouvernements (à Ottawa comme à Québec, dans ce dernier cas jusqu'en novembre 1976) pour juguler l'inflation, ce qui a provoqué une hausse marquée du taux de chômage. C'est à partir de cette

époque que les employeurs publics et privés ont inauguré une politique de précarisation de l'emploi, laquelle devait s'étendre grandement durant la décennie suivante.

Il était courant d'entendre à cette époque aux cours de conversations de corridor au cégep et à l'université sur un ton mi-badin mi-sérieux dans les salles de classe et les corridors universitaires ou cégepiennes que le chômage et la précarité attendaient dorénavant les diplômés du moins ceux de sciences humaines ce qui, même un peu exagéré, comportait une part de vérité.

Enfin, le troisième et dernier segment des boomers (1955-1960) a subi un sort encore moins enviable que celui du second. En effet, il a débouché dans le monde de l'emploi à la fin de la décennie 1970 et au début de celle de 1980, au moment de la grande récession de 1982-1983, la pire depuis la Grande Dépression de 1929.

Bien des boomers et des boomeuses des premiers segments ont été déclassés eux aussi par la tornade des politiques rétrolibérales parce qu'on a supprimé ou précarisé leur emploi ou parce que s'étant « attardés » à l'université, ils sont arrivés au mauvais moment sur un marché de l'emploi en voie d'effondrement relatif.

Ce qui nous introduit à l'autre dimension de la « question boomer » : la classe sociale.

On oublie souvent de mentionner que les gens ne sont pas définis que par leur date de naissance mais aussi et avant tout par leur situation familiale et sociale. On est travailleur, employé, administrateur ou patron avant d'être « jeune ».

LES ÉTUDIANTS : DES AGENTS SOCIAUX

Certes, les étudiants collégiaux et universitaires partagent certains traits culturels et comportementaux mais ce sont des agents en voie de formation qui se préparent à s'intégrer au marché de l'emploi dans leur champ de spécialisation. Ils ont donc tendance à intérioriser l'idéologie spécifique propre au secteur du marché du travail qu'ils visent à occuper pour y faire carrière.

On le constate lors des luttes étudiantes, surtout celles d'envergure comme la grève de 2012 : la masse étudiante se fractionne alors selon des lignes idéologiques correspondant pour l'essentiel à celles du secteur d'emploi qu'elle vise à intégrer.

Ainsi, les étudiants et étudiantes en gestion et administration ont tendance à s'opposer aux grèves sauf exception, alors que ceux et celles de sciences humaines (littérature, philosophie, sciences politiques, sociologie) appuient en majorité les mouvements revendicatifs.

Reste le cas des étudiants et étudiantes en sciences et génie qui se situent en majorité à droite ou au centre-droit mais qui peuvent se rallier à une proposition de grève, tout dépendant du contexte.

On peut formuler le même genre de remarque au sujet de la population en général : les jeunes travailleurs (ouvriers et employés) réagissent aux événements politiques davantage en tant que travailleurs que « jeunes ».

Cela ne signifie pas pour autant qu'on puisse évacuer la dimension générationnelle, laquelle renvoie à une constante, c'est-à-dire à l'opposition de type freudien entre parents et enfants propre à toute société mais dans le cas qui nous occupe, on observe la manipulation de ce phénomène par les maîtres de l'économie et leurs alliés de la

classe politique.

LA DIMENSION POLITIQUE

En fait, il n'existe pas « une jeunesse » mais des groupes de jeunes et des jeunes. Il y a aussi une jeunesse ouvrière et chômeuse, qualifiée ou pas. Lorsqu'on évoque « la jeunesse », on désigne spontanément la jeunesse étudiante, principalement collégiale et universitaire, elle-même très divisée sur le plan politique et idéologique.

Or, avec l'avènement de « l'économie du savoir » et la « tertiarisation » de l'emploi qu'elle a entraînée (ce qui s'est traduit par la multiplication des emplois de bureau durant les années 1950 et 1960), les systèmes d'éducation des pays dits avancés ont connu des bouleversements profonds qui ont entraîné un accès bien plus grand que par le passé à l'éducation supérieure, c'est-à-dire collégiale et universitaire. Ce phénomène socio-économique a accompagné et soutenu en même temps la montée de la classe moyenne (pour s'exprimer en termes fonctionnalistes). Les étudiants en sont venu à former un groupe nombreux, comme la classe ouvrière aux débuts héroïques de la révolution industrielle.

En compagnie de leurs parents ayant récemment accédé aux rangs de la classe moyenne (une promotion tant convoitée), les babyboomers ont donc évolué dans un environnement économique et familial assez prospère, ce qui n'a pas gommé pour autant les différences de classes sociales ni les inégalités qui en découlent. Mais même la classe ouvrière a profité de l'expansion économique spectaculaire de la période 1945-1975. La pauvreté existait toujours, mais elle était devenue plus supportable qu'à la période antérieure.

Les gouvernements pour soutenir la consommation de masse ont mis sur pied peu à peu des mesures relativement poussées de sécurité sociale et d'accès aux soins de santé. Il en reste bien des choses encore aujourd'hui, malgré les graves reculs des décennies 1980 et 1990.

MODIFICATION DES RÈGLES DU JEU

Une partie montante de la classe politique a commencé à remettre en question cet état de fait à partir de 1975 pour divers motifs, tant de politique internationale que de valorisation du capital, lequel devait devenir de plus en plus compétitif, au détriment des dépenses de l'État, désormais vues comme un obstacle à cette profitabilité, surtout les programmes sociaux. On a alors assisté à l'émergence de la vague rétrolibérale (un terme que je préfère pour ma part à celui de « néolibéralisme » parce qu'il en souligne bien le caractère réactionnaire), dont les politiques sociales restrictives devaient s'imposer tout d'abord en Grande-Bretagne avec la conservatrice Margaret Thatcher en 1979, et ensuite aux États-Unis en 1980 avec le républicain conservateur Ronald Reagan. Au Canada, le gouvernement libéral de Pierre-Elliott Trudeau, puis celui éphémère du conservateur Joe Clark allaient emprunter plus ou moins une voie similaire. Au Québec, le gouvernement péquiste de René Lévesque seconde et dernière manière (1981-1985) a appliqué sans prévenir une « médecine de cheval » pour équilibrer les finances publiques, ce qui s'est traduit par des compressions budgétaires massives.

Il faut préciser qu'aucun des politiciens impliqués dans l'adoption de ces mesures n'était un babyboomer : ni Trudeau, ni Lévesque, ni Parizeau, ni Jacques Bérubé, en dépit de la réputation du Parti québécois d'être le parti d'une génération (celui des boomers). Ce qui n'a pas empêché nombre de boomers de voter contre le gouvernement péquiste lors du scrutin de 1985.

Or, la fonction publique et parapublique comptait plusieurs boomers et boomeuses, syndiqués au surplus, ce qui leur conférait une certaine protection contre l'arbitraire patronal ; une « rigidité » du point de vue de classes politiques de plus en plus acquises aux thèses rétrolibérales sur la « mobilité » et la « souplesse » de la main d'oeuvre.

Dans ce contexte d'autoritarisme grandissant, il devenait tentant pour les politiciens de dénigrer les employés de l'État comme des « privilégiés » qui vivaient au détriment « des contribuables ». Ils se croyaient habiles aussi en jouant les aînés boomers contre les jeunes en accusant les premiers d'accaparer une part excessive de la richesse collective et des emplois aux dépens des plus jeunes, désemparés par la fermeture brutale du marché de l'emploi et la marginalisation qui s'ensuit.

Bref, eux et des idéologues conservateurs ont transformé les boomers en boucs-émissaires.

On a alors assisté à un étrange rapprochement (de prime abord) entre la droite rétrolibérale et une bonne partie de la jeunesse bousculée et déboussolée par l'évolution restrictive de l'économie et de la société.

Ce qui s'explique par l'intérêt des uns et la rancœur des autres. Un discours insinuant, insistant et global s'est imposé valorisant le privé, l'initiative individuelle, la réussite sur le plan économique, une constance qui révèle surtout l'adhésion de la plupart des classes politiques occidentales au rétrolibéralisme, en dépit de quelques hésitations au début dans certains cas.

Les classes politiques et plusieurs idéologues de droite ont instrumentalisé le conflit freudien normal entre jeunes et « vieux » pour caricaturer les boomers en parasites et en irresponsables. Si ce discours est moins prégnant de nos jours, il subsiste quand même chez des commentateurs, il trouve encore un certain écho dans la société. Il faut en finir avec cette imposture non seulement parce qu'elle constitue une véritable diffamation envers tout un groupe social, mais aussi et peut-être avant tout parce qu'il contribue à masquer les véritables enjeux politico-sociaux de notre époque.

CONCLUSION

On a véhiculé toutes sortes de préjugés sur les babyboomers. Mais aucune analyse sociologique impartiale (à ma connaissance du moins) de grande ampleur n'a jamais étudié la trajectoire socio-économique des gens de cette tranche d'âge. Ce texte n'affiche pas une telle ambition, mais il essaie au moins de remettre les choses en perspective, si modestement que ce soit. C'est déjà un début.

On les a taxés successivement d'irresponsabilité (la généralisation relative de l'amour libre, l'éclatement du couple stable traditionnel, la banalisation de l'usage de la drogue par exemple) et surtout par la suite, de parasitisme économique (un fardeau présumé pour les finances publiques). On les a tous commodément confondus les uns avec les autres et tenté de les opposer à la génération « X » et au bon sens économique, version rétrolibérale.

Pourtant, ils ne sont pas à l'origine des politiques restrictives gouvernementales dont plusieurs ont subi les conséquences à des degrés divers. Beaucoup s'y sont opposé par l'intermédiaire de leurs syndicats, groupes communautaires ou écologiques. Il est vrai que certains boomers s'en sont mieux tiré que les plus jeunes parce qu'arrivés sur le marché de l'emploi avant eux « au bon moment » (jusqu'en 1975 du moins), ils disposaient d'un salaire permanent et d'avantages sociaux. Mais ils n'ont rien volé à personne, leur seul « crime » consistant à avoir pris un emploi au moment où il s'offrait. Mais même eux et elles ont enduré des reculs (baisse de salaires et d'avantages sociaux) imposés par les gouvernements Trudeau à Ottawa et Lévesque à Québec, une orientation qui n'a fait que s'accroître par la suite.

Comme génération, les boomers ont fait ni mieux ni pire que leurs prédécesseurs et leurs successeurs. Ils étaient de leur époque, voilà tout. Leurs parents n'ont accédé aux rangs de la classe moyenne que vers la fin des années 1940 et durant la décennie 1950 après une jeunesse difficile, marquée au surplus par le rigorisme moral catholique ; à l'inverse, beaucoup de boomers ont évolué dans la société dite « de consommation » au cours d'une longue

jeunesse choyée et protégée de 1944 à 1975 environ. Ainsi le voulait l'intérêt économique dominant de cette époque. La société de consommation entraînait un hédonisme qui s'est rapidement imposé.

Bon nombre d'entre eux ont contribué à détruire l'ancienne morale catholique autoritaire et lui ont substitué la libéralisation des mœurs, à partir de la décennie 1960. Leurs enfants ont continué dans cette veine au point que des notions qui apparaissaient comme « sacrilèges » jusqu'au milieu du vingtième siècle comme l'amour libre, le couple non marié et diverses formes de sexualité semblent aujourd'hui normales et sont acceptées. N'est-ce pas un acquis ? Par ailleurs, les « X » et les « milléniaux » ont bénéficié eux aussi d'une jeunesse longue et protégée. C'est le marché de l'emploi qui est devenu beaucoup moins accueillant que durant les « Trente glorieuses ». Les boomers ne sont pas responsables de cette évolution restrictive.

Pour régler des problèmes importants et imprimer un cours plus juste à la société, il faut commencer par poser les questions pertinentes. Dans le cas qui nous occupe, il faut tout d'abord rejeter certains préjugés tenaces et bien ancrés à leur endroit et pointer les vrais responsables des actuelles difficultés sociales et économiques qui affligent les sociétés occidentales. On s'apercevrait alors qu'il s'agit bien plus d'un problème de classe sociale que de classe d'âge. On est de gauche ou conservateurs avant d'être jeune ou vieux.

Se dégager des ornières de l'anti-babyboomerisme constitue une priorité. Cette fraude intellectuelle n'a que trop duré et son agonie s'éternise. Il est urgent de lui donner enfin le coup de grâce.

Jean-François Delisle